

Direction régionale et interdépartementale de
l'environnement, de l'aménagement et des
transports

78-2024-09-23-00002

arrêté préfectoral imposant des prescriptions
complémentaires
à la société CALORIE FLUOR sise
2, boulevard Bertrand Duguesclin à BEZIERS (34
500) pour l'exploitation des installations situées
402 Rue Clément ADER à BUC (78 534)



**PRÉFET
DES YVELINES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction Régionale et Interdépartementale
de l'environnement de l'aménagement
et des transports d'Île-de-France
Unité départementale des Yvelines

ARRETE PREFECTORAL
imposant des prescriptions complémentaires
à la société CALORIE FLUOR sise
2, boulevard Bertrand Duguesclin à BEZIERS (34 500)
pour l'exploitation des installations situées
402 Rue Clément ADER à BUC (78 534)

LE PREFET DES YVELINES
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

VU le Code de l'environnement et notamment les articles L.181-14 et R.181-46 ;

VU le décret du 7 février 2024 portant nomination de Monsieur Frédéric ROSE en qualité de Préfet des Yvelines ;

VU l'arrêté u 23 août 2005 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumise à déclaration sous la rubrique 4718 de la nomenclature des installations classées ;

VU l'arrêté du 4 août 2014 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumise à déclaration sous la rubrique 1185 de la nomenclature des installations classées ;

VU l'arrêté préfectoral n°09-121/DDD en date du 11 septembre 2009, autorisant la société CALORIE FLUOR, dont le siège social se trouve 15 rue Henri Brisson à BEZIERS (34 504), à exploiter l'installation CALORIE FLUOR, située 402, rue Clément ADER à BUC (78530) ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire N°2014181-0003 du 30 juin 2014 mettant à jour le classement des installations et portant sur les garanties financières constituées par la société CALORIE FLUOR ;

VU l'arrêté 78-2024-03-04-00014 du 4 mars 2024 du Préfet des Yvelines portant délégation de signature à Madame Emmanuelle GAY, Directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France ;

VU la décision DRIEAT-IDF n° 2024-0634 du 2 septembre 2024 portant subdélégation de signature du préfet des Yvelines ;

VU le porter à la connaissance, transmis par courrier du 11 juillet 2019 ;

VU la demande de compléments, faisant suite à l'inspection du 14 novembre 2022 ;

VU les compléments au dossier, apportés par courriel du 5 avril 2023 ;

VU la demande de compléments par mail du 3 août 2023 ;

VU les compléments transmis par la société CALORIE FLUOR pour son site de BUC, via le mail du 6 novembre 2023 ;

VU les compléments (porter-à-connaissance version IV) déposés par la société CALORIE FLUOR pour son site de BUC, via le mail du 31 mai 2024 ;

VU le rapport et les propositions en date du 04 juillet 2024 de l'inspection des installations classées ;

VU le projet d'arrêté de prescriptions complémentaires porté, par courrier du 16 juillet 2024, à la connaissance du demandeur ;

VU le courriel du 19 juillet 2024 par lequel l'exploitant fait part de ses observations sur le projet d'arrêté de prescriptions complémentaires qui lui a été notifié le 18 juillet 2024.

CONSIDERANT les justifications exposées par la société CALORIE FLUOR relatives à la modification de son installation ;

CONSIDERANT que le projet qui inclut le remplacement d'une zone de stockage existante de fluides frigorigènes bientôt interdits par la réglementation européenne par une nouvelle zone de stockage de fluides frigorigènes relevant de la rubrique 4718 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, est jugé comme une modification non substantielle ne nécessitant pas la délivrance d'une nouvelle autorisation environnementale ;

CONSIDERANT qu'il convient d'actualiser le tableau de classement des activités fixées par l'arrêté préfectoral n°09-121/DDD en date du 11 septembre 2009 ;

CONSIDERANT qu'il convient de fixer des prescriptions complémentaires relatives à cette nouvelle activité, à l'arrêté préfectoral n°09-121/DDD en date du 11 septembre 2009 ;

CONSIDÉRANT que les observations de l'exploitant, transmises par courriel daté du 19 juillet 2024 sur le projet d'arrêté complémentaire ont été prises en compte ;

SUR PROPOSITION du Secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

ARTICLE 1 - EXPLOITANT TITULAIRE DE L'AUTORISATION

La société CALORIE dont le siège social **se trouve 2, boulevard Bertrand Duguesclin à BEZIERS (34 500)**, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à continuer d'exploiter sur le

territoire de la commune de BUC, 402, Rue Clément ADER à BUC (78 534), les installations détaillées dans les articles suivants.

ARTICLE 2 - TABLEAU DE CLASSEMENT

Le tableau de classement de l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral n°09-121/DDD du 11 septembre 2009 modifié par l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire N°2014181-0003 du 30 juin 2014 est remplacé par le tableau suivant :

N° Rubrique	Désignation des activités	Capacité de l'installation	Régime
1185-1a	<p>Gaz à effet de serre fluorés (fabrication, emploi, stockage)</p> <p>1. Fabrication, conditionnement et emploi autres que ceux mentionnés au 2 et à l'exclusion du nettoyage à sec de produits textiles visé par la rubrique 2345, du nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces visées par la rubrique 2564, de la fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique d'hydrocarbures halogénés visée par la rubrique 3410-f et de l'emploi d'hexafluorure de soufre dans les appareillages de connexion à haute tension.</p> <p>Le volume des équipements susceptibles de contenir des fluides étant :</p> <p>a) Supérieure à 800 l</p>	<p>Conditionnement de fluides vierges ou régénérés à partir de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Cuves ou isoconteneurs d'une capacité comprise entre 20 et 150 m³ (extérieur); • Postes de conditionnement pour cylindres ou bouteilles. <p>Le volume maximal des équipements susceptibles de contenir des fluides vierges ou régénérés est de 1 200 m³.</p>	A
1185-3-1a	<p>Gaz à effet de serre fluorés (fabrication, emploi, stockage)</p> <p>3. Stockage de fluides vierges, recyclés ou régénérés, à l'exception du stockage temporaire.</p> <p>1. Fluides autres que l'hexafluorure de soufre : la quantité de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>a) En récipient de capacité unitaire supérieure ou égale à 400 l</p>	<p>Stockage de fluides vierges ou régénérés dans :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Cuves ou isoconteneurs d'une capacité comprise entre 20 et 150 m³ • Cylindres de capacité unitaire comprise entre 400L et 960L <p>La quantité de fluides vierges ou régénérés susceptibles d'être stockée en récipients de capacité unitaire supérieure à 400L est de 1 700 tonnes</p>	D
1185-3-1b	<p>Gaz à effet de serre fluorés (fabrication, emploi, stockage)</p> <p>3. Stockage de fluides vierges, recyclés ou régénérés, à l'exception du stockage temporaire.</p>	<p>Stockage de fluides vierges ou régénérés dans :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Bouteilles de capacité unitaire inférieure à 400L <p>La quantité de fluides vierges ou régénérés susceptibles d'être stockée en récipient de</p>	

	<p>1. Fluides autres que l'hexafluorure de soufre : la quantité de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>b) Supérieure à 1 t et en récipients de capacité unitaire inférieure à 400 l</p>	capacité unitaire inférieure à 400L est de 300 tonnes	D
2718-1	<p>Installation de transit, regroupement ou tri de déchet dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2719, 2792 et 2793</p> <p>La quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>1. La quantité de déchets dangereux susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t ou la quantité de substances dangereuses ou de mélanges dangereux, mentionnés à l'article R.511-10 du code de l'environnement, susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale aux seuils A des rubriques d'emploi ou de stockage de ces substances ou mélanges</p>	<p>La quantité maximale de déchets dangereux susceptibles d'être stockée pour un traitement ultérieur (régénération ou reconditionnement) est de 100 tonnes.</p> <p>Les quantités maximales de déchets pouvant être entreposés sur le site sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Fluides frigorigènes usagés : 99 tonnes - Huiles et glycols usagés : 1 tonne 	A
2790	<p>Installation de traitement de déchets dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2711, 2720, 2760, 2770, 2792, 2793 et 2795</p>	Installation de régénération de fluides frigorigènes usagés	A
3550	<p>Stockage temporaire de déchets dangereux ne relevant pas de la rubrique 3540, dans l'attente d'une des activités énumérées aux rubriques 3510, 3520, 3540, ou 3560 avec une capacité totale supérieure à 50 tonnes, à l'exclusion du stockage temporaire sur le site où les déchets sont produits, dans l'attente de la collecte</p>	<p>La quantité maximale autorisée est de 100 tonnes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 99 tonnes de fluides usagés régénérables - 1 tonne de déchets d'huiles et de glycols usagés 	A
4718-1b	<p>Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL) et gaz naturel (y compris biogaz affiné, lorsqu'il a été traité conformément aux normes applicables en matière de biogaz purifié et affiné, en assurant une qualité équivalente à celle du gaz naturel, y compris pour ce qui est de la teneur en méthane, et qu'il a une teneur maximale de 1 % en oxygène)</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines (strates naturelles, aquifères, cavités salines et mines désaffectées hors gaz naturellement</p>	La quantité maximale de fluides frigorigènes inflammables susceptible d'être stockée est de 34,9 tonnes.	

présent avant exploitation de l'installation) étant ; 1. Pour le stockage en récipients à pression transportables b. Supérieure ou égale à 6 t mais inférieure à 35 t	DC
--	----

Autorisation (A), Enregistrement (E), Déclaration (D), Non classé (NC)

ARTICLE 3 :

Les dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°09-121/DDD sont modifiées comme suit :

a) Au chapitre 7.3, « Gestion des opérations portant sur des substances pouvant présenter des dangers », il est ajouté un article 7. 3.5 comme suit :

« ARTICLE 7.3.5. DÉTECTION DE GAZ INFLAMMABLES

L'installation est pourvue d'une centrale de détection gaz reliée à un dispositif de détection des fluides frigorigènes dangereux de classe A2L. Cette centrale est en mesure de générer une alarme sonore et visuelle en cas d'anomalies. »

b) **Le chapitre 8.1 « Définition »**, est modifié comme suit:

« CHAPITRE 8.1

ARTICLE 8.1.1 Définition

La présente section s'applique à tous les réservoirs fixes, cuves fixes, canalisations, et organes associés contenant des fluides frigorigènes, seuls ou en mélange.

On entend par conditionnement, toute opération de transferts d'un fluide dans des capacités. Sont exclus les soutirages destinés à des fins analytiques.

On entend par récupération, l'extraction d'un fluide dans le but de le stocker, recycler, récupérer ou transporter.

ARTICLE 8.1.2 Activités autorisées selon la nature des fluides

Les fluides frigorigènes inflammables font l'objet exclusivement d'une activité de stockage, sans possibilité de modifier et/ou reconditionner ces bouteilles contenant les fluides frigorigènes inflammables. »

c) Au chapitre 8.2 « Conception des installations », il est ajouté un article 8.2.4, « Dispositions relatives aux fluides frigorigènes inflammables » ainsi rédigé :

«La zone de stockage de fluides frigorigènes inflammables est séparée de plus de 10 m de tout autre stockage ou implantation de matières inflammables, combustibles ou comburantes.

- cette zone de stockage des fluides frigorigènes inflammables est délimitée et matérialisée par un marquage au sol.

- cette zone de stockage des fluides frigorigènes inflammables présente des casiers de stockage pour accueillir les bouteilles contenant les fluides frigorigènes inflammables.

- des extincteurs à poudre ABC sont disposés à proximité de la zone de stockage des fluides frigorigènes inflammables. »

ARTICLE 4 :

Pour l'information des tiers, une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de Buc où toute personne intéressée pourra la consulter.

Un extrait sera affiché en mairie pendant une durée minimum d'un mois.

Le maire de Buc dressera un procès-verbal attestant de l'accomplissement de ces formalités.

Une copie de cet arrêté sera accessible sur le site internet de la Préfecture des Yvelines pendant une durée minimale de quatre mois.

ARTICLE 5 :

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Versailles, notamment au moyen de l'application Télérecours Citoyen (<https://www.telerecours.fr/>):

1°) par le destinataire de la présente décision dans le délai de deux mois qui suit la date de notification du présent arrêté,

2°) par les tiers intéressés, dans un délai de quatre mois à compter de l'affichage en mairie ou la publication de la décision sur le site internet de la préfecture.

Cette décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

ARTICLE 6 :

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

ARTICLE 7 :

Le secrétaire général de la préfecture des Yvelines, le maire de Buc, la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à VERSAILLES, le 23 septembre 2024

Pour le Préfet et par délégation,
La Directrice,
Pour la directrice et par subdélégation,
la cheffe de l'unité départementale,


Delphine DUBOIS

